



Dans quels pays les enseignants les plus qualifiés et expérimentés exercent-ils dans les établissements les plus difficiles ?

PISA

PISA à la loupe #85



Dans quels pays les enseignants les plus qualifiés et expérimentés exercent-ils dans les établissements les plus difficiles ?

- D'après les données de 2015, la majorité des pays et économies participant à l'enquête PISA compensent les difficultés des établissements défavorisés par une réduction de la taille des classes et/ou une augmentation du taux d'encadrement. Toutefois, dans plus d'un tiers des pays et économies, les enseignants des établissements les plus défavorisés sont moins qualifiés ou moins expérimentés que ceux des établissements les plus favorisés.
- Les écarts de performance entre les élèves en relation avec leur statut socio-économique sont plus marqués dans les pays où les établissements défavorisés sur le plan socio-économique emploient moins d'enseignants qualifiés et expérimentés que les établissements favorisés.
- Une plus grande autonomie des établissements au regard de la gestion des enseignants est associée à une affectation plus équitable de ces derniers entre les établissements.

Les enseignants constituent la ressource scolaire principale. Dans tous les pays, leur salaire et leur formation représentent la part la plus importante des dépenses d'éducation – un investissement par ailleurs susceptible d'avoir des rendements considérables. Les travaux de recherche montrent ainsi que le fait de recevoir leur instruction des meilleurs enseignants peut avoir une réelle incidence sur la réussite scolaire et personnelle d'élèves par ailleurs similaires.

Toutefois, tous les élèves ne sont pas égaux en termes d'accès à un enseignement de qualité. Les données de l'enquête PISA révèlent ainsi l'existence, dans de nombreux pays, d'inégalités d'accès à des enseignants expérimentés et qualifiés, ainsi que la relation de ces inégalités avec les écarts de résultats d'apprentissage entre élèves favorisés et défavorisés.

Quantité ne rime pas nécessairement avec qualité.

Une analyse des données de l'enquête PISA 2015 a permis de classer l'ensemble des établissements des premier et deuxième cycles de l'enseignement secondaire (selon le niveau d'enseignement typiquement fréquenté par les jeunes de 15 ans) en fonction de leur profil socio-économique – soit le statut socio-économique moyen de l'effectif d'élèves de 15 ans de l'établissement. Une fois ce classement effectué, les établissements sont répartis en quatre groupes dans chaque pays, chacun regroupant environ 25 % de l'effectif total d'élèves de 15 ans. Les groupes d'établissements ayant le profil socio-économique moyen le plus faible/le plus élevé représentent respectivement les établissements défavorisés/favorisés sur le plan socio-économique. L'analyse s'attache ensuite à comparer, entre établissements favorisés et défavorisés, la taille des classes, les taux d'encadrement, les qualifications des enseignants et, pour les pays ayant collecté ces données, leur expérience professionnelle.

Les résultats montrent clairement que la majorité des pays et économies ayant participé à l'enquête PISA 2015 compensent les difficultés des établissements défavorisés par une réduction de la taille des classes et/ou une augmentation du taux d'encadrement ; ce constat vaut particulièrement lorsque l'analyse se limite aux établissements publics ou privés subventionnés par l'État. Toutefois, dans plus d'un tiers des pays et économies – y compris un certain nombre de ceux qui compensent les difficultés des établissements défavorisés par l'étoffement de leur personnel enseignant –, les enseignants des établissements les plus défavorisés sont moins qualifiés et/ou expérimentés que ceux des établissements les plus favorisés.

L'effectif d'élèves des classes de la langue d'enseignement est plus réduit dans les établissements défavorisés que dans les établissements favorisés dans 38 des 69 pays et économies participant à l'enquête PISA, notamment en Allemagne, au Canada, en Corée, en France, au Japon, au Mexique, aux Pays-Bas et en Pologne. Parallèlement, même si la taille des classes n'y diffère pas de façon significative entre établissements défavorisés et favorisés, le Danemark, l'Espagne, l'Irlande et l'Italie, ainsi que les États-Unis pour les établissements publics et privés subventionnés par l'État, compensent les difficultés des établissements défavorisés par l'augmentation du taux d'encadrement.

Cependant, les systèmes d'éducation sont bien moins nombreux à veiller à ce que les enseignants plus qualifiés ou une part plus importante d'enseignants pleinement certifiés exercent dans les établissements défavorisés. De fait, c'est souvent l'inverse qui

Différence de ressources en personnel enseignant entre les établissements favorisés et défavorisés

Résultats fondés sur les déclarations des chefs d'établissement

	TOUS ÉTABLISSEMENTS CONFONDUS				ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS SUBVENTIONNÉS PAR L'ÉTAT			
	Taille des classes (nombre d'élèves)	Taux d'encadrement (nombre d'élèves par enseignant)	% de professeurs de sciences titulaires d'un diplôme avec une spécialisation en sciences	% d'enseignants pleinement certifiés	Taille des classes (nombre d'élèves)	Taux d'encadrement (nombre d'élèves par enseignant)	% de professeurs de sciences titulaires d'un diplôme avec une spécialisation en sciences	% d'enseignants pleinement certifiés
OCED								
Australie	25	13 12	91 96	96	25	13	92	96
Autriche	24	10	40 84	89	24	10	39 87	88
Belgique	17 23	7 10	48	82 95	18 23	7 11	38 57	84
Canada	24 28	13 15	78	97	24 28	13 16	77	97
Chili*	34	18	72	25	35	16 21	70	23
République tchèque	21 27	13	56 71	91 96	21 27	13	57 71	91 96
Danemark	22	11 13	86	92	22	11 14	85	92
Estonie	20 30	8 12	71	94	19 29	8 12	70	94
Finlande	18 20	10	83	93	18 20	10	83	93
France	25 33	9 12	87	19 90	25 33	9 12	87	20 92
Allemagne	22 28	14	79	91	22 27	14	75 90	92
Grèce	24	8	44	94	24	7 10	42	90
Hongrie	26 31	6 10	75	92	26 32	6 9	74	92
Islande	17 22	9	20 35	82 91	17 22	9	20 36	82 92
Irlande	25	12 14	93	99	24	12 14	92	100
Israël	28 33	10	83	79	28	10	83	97
Italie	23	8 13	83 95	95	23	8 13	83 97	97
Japon	33 38	9	96	96	32 38	9	96	96
Corée	29 32	13 15	90	96	31	13 15	92	96
Lettonie	17 24	7 11	79	65	17 25	7 11	80	66
Luxembourg	21 23	9 11	63 81	64 88	20 23	9 11	63 79	64 85
Mexique	34 40	20	53 78	57 33	33 44	17 27	53 79	58 23
Pays-Bas	22 27	13 20	23 51	75 94	22 27	14 20	23 50	75 94
Nouvelle-Zélande	25	14	93	92	26	12 15	92	92
Norvège	22 26	9 11	40 70	88	22 27	9 11	42 70	88
Pologne	22 26	8	92	99	22 26	8	93	99
Portugal	24 27	10 12	87	92 98	24 28	10 11	86	96
République slovaque	19 25	12	62	89 96	19 25	12	62	89 96
Slovénie	25 28	9	82 88	97	25 28	9	82 88	97
Espagne	27	11 15	82	93	27	11 15	82	93
Suède	22 25	11	79	89	22 25	11	79	89
Suisse	20	11	46 91	86	20	12	46 92	87
Turquie	48	14	78	90	48	14	79	92
Royaume-Uni	24	14	92 99	92	23 26	13 16	92 98	96
Etats-Unis	26	14	96 80	92	26	14 17	94	94 99
Partenaires								
Albanie	27	7	72	84	28	8	70	84
Algérie	30	17	36	91	29	17	36	91
Brazil	37	22	21 39	87	37	22	29	89
P-S-J-G (Chine)	46	13	65 90	98	47 43	12	71 98	98
Bulgarie	25	12	94 100	97	24 27	11 14	94 100	98
CABA (Argentine)	40	8	18 51	89	40	7	32	92
Colombie	30 35	24 20	80	11	30 40	27	84	8
Costa Rica	28	17	93 100	90	28	17	97	93
Croatie	24 27	10 12	89	95	24 27	10 12	89	95
République Dominicaine	36	19	67	78	37	19	76	78
ERYM	26	12	76 84	78	26	12	76 83	70 75
Géorgie	31 43	9 13	77	18 38	31 45	9 18	76	19 44
Hong-Kong (Chine)	31	12 14	89	95	31	12 14	89	95
Indonésie	27 35	12	72 88	40 82	26 33	12	82	41 89
Jordanie	33	14	82	71	28 36	13	84	75
Kosovo	25 31	15	100 67	73	25 32	15	100 53	75
Liban	27	10	71	69	27	7 10	58 100	77
Lituanie	20 27	8 12	93	99	20 27	8 12	93	99
Macao (Chine)	35 37	13	88 94	100	35	14	88 98	100
Malte	17 22	5 9	39 79	96 83	17 22	5 8	39 93	96 70
Moldavie	22 28	11 13	55	67 78	22 27	11 13	54	67 79
Monténégro	26 30	11 9	98	98	26 30	11 9	98	98
Pérou	25 28	15	19	92 76	24 31	13 22	19	91
Qatar	34 26	12	28 35	45 60	29 32	7 9	6 27	100 72
Roumanie	23 29	14	84	92	23 29	15	84	93
Fédération de Russie	18 26	8 14	89 97	98	18 26	8 14	89 97	98
Singapour	34 31	12	91 95	91	35	12	92	99 91
Taipei chinois	36 39	14 18	94	86 94	34	14	94	89 95
Thaïlande	33 43	18	90	94	33 43	16 20	91	94
Trinité-et-Tobago	25 34	10 15	80	38 64	25 35	10 14	83 78	39 63
Tunisie	28	10	79	92	28	10	77	91
Emirats arabes unis	33 26	15 13	90	27 18	32	10	97 82	50
Uruguay	27	12	6	54 63	24 30	12	5	56
Viet Nam	41	15	89	86	42	15	89	86
Systèmes d'éducation au sein desquels les établissements défavorisés sont mieux lotis	38	24	2	4	39	34	3	4
Systèmes d'éducation sans aucune différence	28	41	42	46	28	33	43	47
Systèmes d'éducation au sein desquels les établissements favorisés sont moins bien lotis	3	4	23	16	1	1	20	14

Valeurs manquantes

Différence non significative (la moyenne globale, mm, est indiquée)

mm

Établissements défavorisés (moyenne : dd) moins bien lotis que les établissements favorisés (moyenne : aa)

dd | aa

Établissements défavorisés (moyenne : dd) mieux lotis que les établissements favorisés (moyenne : aa)

dd | aa

*Au Chili, la question relative aux qualifications des enseignants a été adaptée comme suit : « agréés ou habilités par le ministère de l'Éducation ».

Remarques : Les différences de taille des classes de moins de deux élèves et de taux d'encadrement de moins d'un élève ne sont pas considérées comme significatives ; les différences de pourcentage de professeurs de sciences titulaires d'un diplôme avec une spécialisation en sciences et de professeurs pleinement certifiés de moins de 4 points de pourcentage ne sont pas considérées comme significatives. Les différences plus importantes sont signalées comme significatives sur la base de l'estimation des erreurs-types.

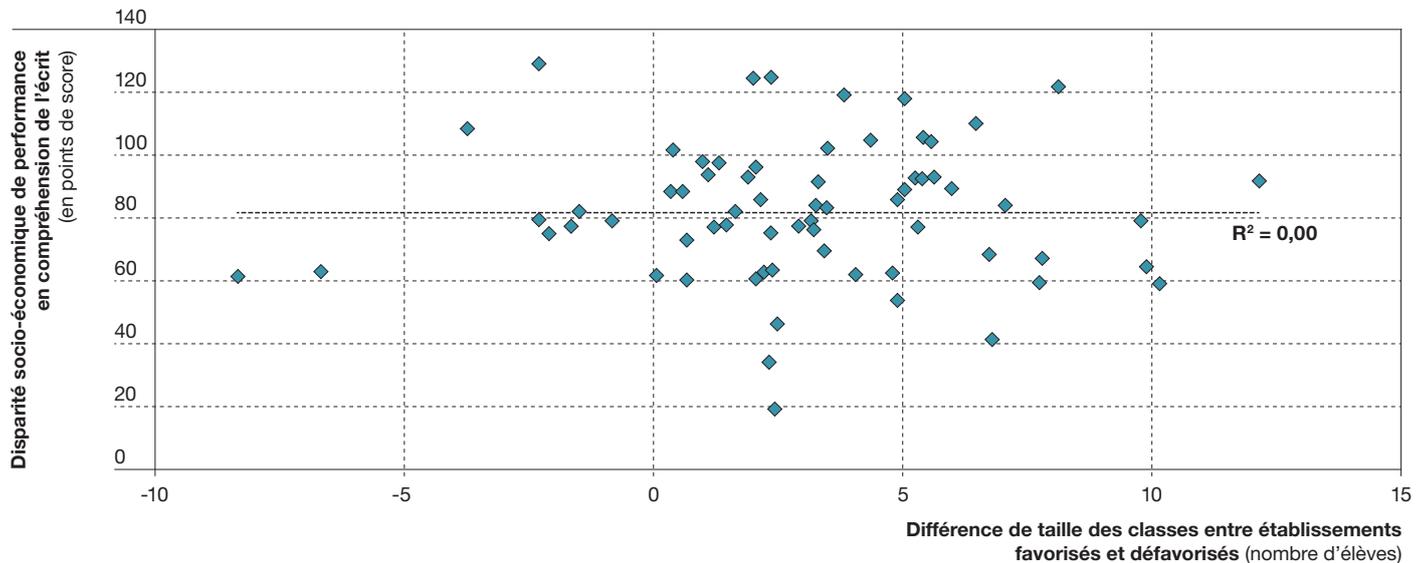
Les pays et économies sont classés en fonction de leur statut (membre ou partenaire de l'OCDE) et par ordre alphabétique de leur nom anglais.

Source : OCED (2018), *Effective Teacher Policies: Insights from PISA*, Figure 1.2.



Relation entre les différences socio-économiques de performance en compréhension de l'écrit et de taille des classes

Différence de performance en compréhension de l'écrit entre les élèves du quartile supérieur du statut socio-économique et ceux du quartile inférieur, et différence moyenne de taille des classes de la langue d'enseignement entre les établissements favorisés et défavorisés



Remarque : La ligne en pointillé indique une relation non significative.

Source : OCDE (2018), *Effective Teacher Policies: Insights from PISA*, tableau 3.1, OCDE (2016), *Résultats du PISA 2015 (Volume I) : L'excellence et l'équité dans l'éducation*, tableau I.6.3b, <http://dx.doi.org/10.1787/888933433214>.

s'observe. En France, en Italie et aux Pays-Bas, et dans 16 des 66 pays/économies à l'étude, les enseignants des établissements les plus défavorisés sont moins susceptibles d'être pleinement certifiés que ceux des établissements favorisés ; un écart similaire s'observe entre établissements publics favorisés et défavorisés aux États-Unis. En Australie, au Mexique et au Royaume-Uni, et dans 23 des 67 pays/économies à l'étude, les professeurs de sciences des établissements les plus défavorisés sont moins susceptibles d'être titulaires d'un diplôme universitaire avec une spécialisation en sciences que leurs homologues des établissements favorisés. Dans les pays ayant administré un questionnaire spécifique aux enseignants dans le cadre de l'enquête PISA 2015, des écarts similaires – au détriment des établissements défavorisés – s'observent également pour d'autres caractéristiques des enseignants corrélées à leur qualité, telles que le pourcentage d'enseignants ayant plus de 5 ans d'exercice dans la profession ou de ceux travaillant sous contrat à durée déterminée d'une durée de moins d'un an.

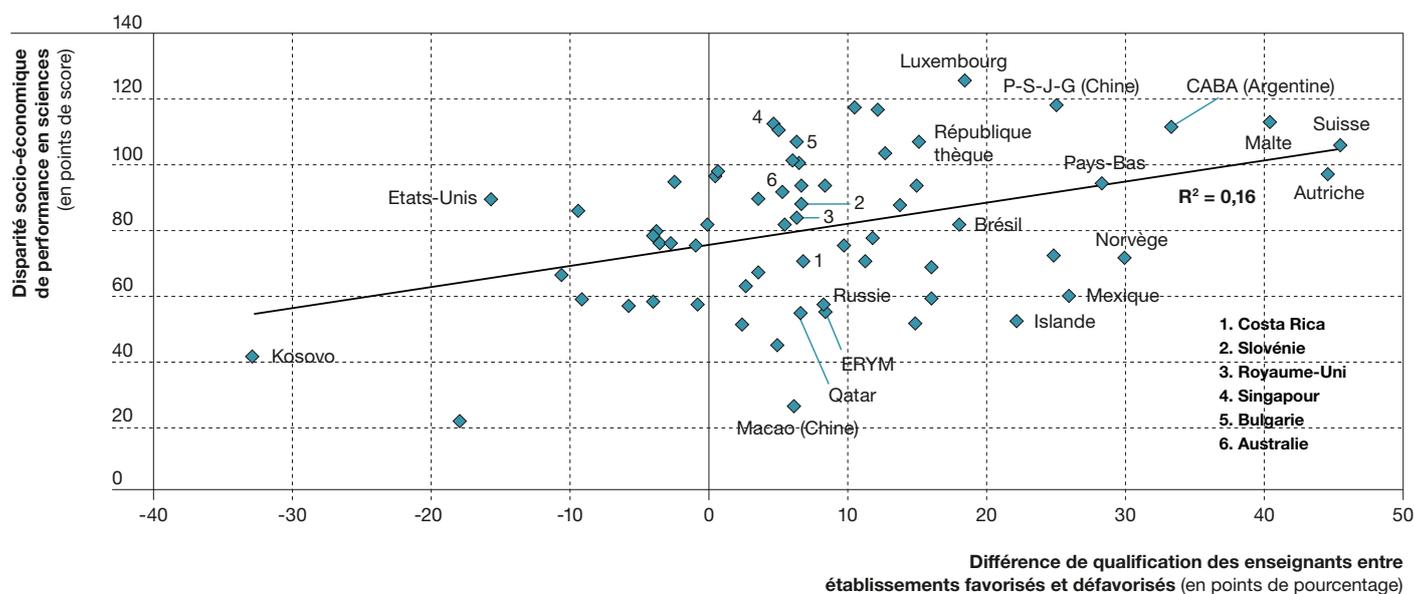
L'éducation doit s'efforcer de remédier aux inégalités économiques et sociales, et non les accentuer.

Si des disparités de performance entre les élèves en relation avec leur statut socio-économique s'observent dans tous les pays, ceux où les qualifications et l'expérience des enseignants sont d'un niveau significativement plus élevé dans les établissements favorisés que dans les établissements défavorisés tendent à présenter des écarts de performance plus marqués selon le statut socio-économique des élèves, et donc des résultats moins équitables. En revanche, les pays qui compensent le désavantage de certains établissements par une réduction de la taille des classes et une augmentation du taux d'encadrement ne présentent pas, en moyenne, des écarts de performance plus réduits entre les différents statuts socio-économiques. Ce constat pourrait s'expliquer par le fait que ce type de compensations quantitatives ne rime pas nécessairement avec l'accès à des enseignants et à un enseignement de meilleure qualité. Il semble en outre indiquer qu'il n'est pas suffisant, voire pas nécessaire, pour les établissements les plus défavorisés de disposer de davantage d'enseignants, tant qu'ils sont en mesure d'attirer les professionnels les plus talentueux et efficaces.

Les adversaires de l'autonomisation des établissements font souvent valoir que le renforcement de l'indépendance des établissements pourrait entraîner de plus fortes disparités sur le plan de la performance des élèves et – argument peut-être encore plus préoccupant

Relation entre les différences socio-économiques de performance en sciences et de qualification des enseignants

Différence de performance en sciences entre les élèves du quartile supérieur du statut socio-économique et ceux du quartile inférieur, et différence moyenne de pourcentage de professeurs de sciences titulaires d'un diplôme avec une spécialisation en sciences entre les établissements favorisés et défavorisés



Remarque : Dans les pays présentés dans ce graphique, une différence significative s'observe entre les établissements favorisés et défavorisés dans le pourcentage de professeurs de sciences titulaires d'un diplôme avec une spécialisation en sciences. Les pays/économies où cette différence n'est pas significative sont les suivants : Albanie, Algérie, Allemagne, Belgique, Canada, Chili, Colombie, Corée, Danemark, Émirats arabes unis, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hong-Kong (Chine), Hongrie, Indonésie, Irlande, Israël, Jordanie, Lettonie, Liban, Lituanie, Moldavie, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Pérou, Pologne, Portugal, République dominicaine, République slovaque, Roumanie, Suède, Taipei chinois, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay et Viet Nam.
Source : OCDE (2018), *Effective Teacher Policies: Insights from PISA*, tableau 3.11; OCDE (2016), *Résultats du PISA 2015 (Volume I) : L'excellence et l'équité dans l'éducation*, tableau I.6.3a, <http://dx.doi.org/10.1787/888933433214>.

– pourrait mener à un système d'éducation qui accentue les inégalités socio-économiques existantes au lieu d'y remédier. Toutefois, les données de l'enquête PISA semblent indiquer qu'il ne s'agit pas là de la conséquence la plus courante du renforcement de l'autonomie des établissements. De nombreux pays ont su combiner l'octroi d'une grande autonomie à leurs établissements à de fortes incitations afin de garantir que les établissements privilégient l'apprentissage des élèves par rapport à d'autres considérations, et à des mécanismes de financement compensatoires visant à veiller au maintien de l'équité. L'Irlande en offre un exemple intéressant : alors que la plupart des établissements y sont privés, les pouvoirs publics assurent la quasi-totalité du financement ; en outre, les établissements irlandais accueillant les concentrations les plus fortes d'élèves issus de milieux défavorisés reçoivent des financements significativement plus importants et bénéficient d'un accès prioritaire aux programmes éducatifs gouvernementaux, notamment aux programmes de formation des enseignants. C'est peut-être la raison pour laquelle, par rapport aux établissements favorisés, les établissements les plus défavorisés en Irlande proposent non seulement un taux d'encadrement plus élevé, mais aussi des enseignants au moins aussi qualifiés.

Pour conclure

La plupart des pays peuvent encore progresser en termes de supervision de l'affectation des enseignants entre les différents établissements : il ne s'agit pas uniquement de contrôler leur nombre, mais aussi d'attacher une importance toute particulière à leurs qualifications, leur expérience et leur efficacité. Toute politique concernant les enseignants et visant à pallier le désavantage des élèves doit s'efforcer de veiller à la qualité, et pas seulement à la quantité, des enseignants affectés auprès des élèves défavorisés.

Pour tout complément d'information

Contacteur : Francesco Avisati (francesco.avisati@oecd.org)

Consulter : OCDE (2018), *Effective Teacher Policies : Insights from PISA*, PISA, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264301603-en>.

Le mois prochain : Quel lien entre les pratiques sportives des élèves et leur performance et leur bien-être ?

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les avis des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes.

L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Ce texte est disponible sous *licence Attribution – Pas d'Utilisation Commerciale – Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Internationales* (CC BY-NC-SA 3.0 IGO). Pour toute information spécifique quant à l'étendue et aux termes de la licence ainsi que d'une possible utilisation commerciale de ce texte et pour toute usage de données PISA, prière de consulter *les Conditions d'utilisation* à <http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.
